



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

6 février 2019

Rapport de la Cour des Comptes sur les urgences hospitalières

Samu-Urgences de France a pris connaissance du rapport de la Cour de Comptes intitulé « les urgences hospitalières : des services toujours trop sollicités ».

Si l'analyse de la situation et le diagnostic posé sont justes, nous regrettons que les traitements proposés soient incomplets et occultent deux points importants :

- Développer une alternative aux urgences par des solutions libérales adaptées aux territoires de santé et des filières de prise en charge directes dans les services est bien sûr une bonne idée. Mais cette offre de soins, demain multiple, ne doit pas se transformer en parcours du combattant pour le patient qui risquerait de ne pas se diriger au bon endroit. **Seule une régulation médicale préalable, basée sur un numéro d'appel unique « urgence santé » permettra d'initier le juste parcours de soins urgents.** Le principe de « *avant de vous déplacer, appelez !* » doit être le préalable à toute réorganisation.
- Le manque de lits d'hospitalisation disponibles est la véritable plaie des services d'urgences, responsable de notre saturation chronique et facteur majeur d'aggravation des patients, surtout âgés : « *Plus aucun patient ne doit passer la nuit sur un brancard des urgences faute de lit d'hospitalisation !* » Cette maltraitance doit être sanctionnée pour inciter fortement les hôpitaux à mettre en place les solutions opérationnelles de gestion des lits décrites depuis plusieurs années par Samu-Urgences de France et le Conseil National de l'Urgence Hospitalière.

Les services d'urgence sont à la jonction de deux systèmes, la médecine libérale et la médecine hospitalière, que l'on a trop souvent et depuis trop longtemps opposé. Les dysfonctionnements de l'un comme de l'autre sont responsables de la crise majeure que traversent les urgences avec la dégradation des soins dus aux patients et des conditions de travail des professionnels. La stratégie développée dans « Ma Santé 2022 » est certes séduisante, mais les solutions proposées doivent être mises en application au plus vite. Retarder encore cette réforme, globale, indispensable, c'est prendre le risque inacceptable de dégrader toujours plus la qualité et la sécurité des soins que notre société doit à ses citoyens.

Docteur François BRAUN
president@sudf.fr
Tel : 06-80-32-28-29